

**Point de presse de la porte-parole -
Chine/Entretien de M. Jean-Yves Le
Drian avec M. Wang Yi, conseiller
des affaires d'Etat et ministre des
affaires étrangères -
Allemagne/Déplacement de Mme
Nathalie Loiseau à Berlin - Ukraine
- Israël/Territoires palestiniens
(Paris, 15 mai 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Chine - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Wang Yi, conseiller des affaires d'Etat et ministre des affaires étrangères (Paris, 16 mai 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, recevra le 16 mai son homologue chinois, M. Wang Yi, pour un entretien et un dîner de travail.

Cette rencontre sera l'occasion d'avancer dans la mise en oeuvre des orientations fixées par les chefs d'Etat français et chinois lors de la visite d'Etat du président de la République en Chine du 8 au 10 janvier 2018. Dans le domaine économique, le rééquilibrage de nos échanges constitue l'objectif prioritaire rappelé à l'occasion de la visite présidentielle. La Chine est le sixième partenaire commercial de la France, son huitième client (la part de marché française en Chine est de 1,6%) et son deuxième fournisseur (la part de marché chinoise en France est de 9%).

Les discussions permettront également d'aborder l'actualité internationale, et notamment la crise nord-coréenne, l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, la mise en oeuvre de l'accord de Paris sur le climat et l'élaboration d'un pacte mondial pour l'environnement, la lutte contre le terrorisme ainsi que le renforcement du multilatéralisme, y compris dans le domaine commercial.

2 - Allemagne - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau à Berlin (15 mai 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rend à Berlin le 15 mai pour un ensemble d'entretiens placés sous le signe du renforcement de la coopération bilatérale et de la préparation d'un nouveau traité de l'Elysée, comme annoncé par le président de la République et la chancelière allemande.

Au lendemain du conseil affaires générales du 14 mai, elle échangera en particulier avec son homologue Michael Roth sur la préparation du conseil européen de juin, en vue duquel la France et l'Allemagne travaillent à un projet de feuille de route. Cet échange sera suivi d'un déjeuner conjoint avec M. Victor Negrescu, ministre roumain délégué aux affaires européennes, à l'occasion duquel les trois ministres évoqueront notamment le prochain cadre financier pluriannuel et les perspectives de la présidence roumaine du conseil de l'Union européenne.

Mme Nathalie Loiseau présentera les propositions de la France sur l'avenir de l'Union européenne devant la conférence des ambassadeurs allemands dans les pays de l'Union européenne et les Balkans.

Elle animera enfin avec son homologue allemand une consultation citoyenne sur l'avenir de l'Europe et répondra aux questions posées par un public de jeunes lycéens allemands apprenant le français, d'étudiants européens et d'apprentis français participant au programme Erasmus +. Ce dernier permet aux étudiants en apprentissage d'inscrire leur parcours de formation professionnelle dans un cadre européen.

3 - Ukraine

Q - Le maire de Marignane s'est rendu en Crimée et a signé un accord avec la ville d'Evpatoria. Des élus français participent à l'inauguration du pont de Kertch. Quelle est la réaction du gouvernement français ?

R - Notre position est claire : l'accord signé par la municipalité de Marignane ne reflète pas la position du gouvernement français. De même, la participation des élus français à la cérémonie d'inauguration est une initiative personnelle que nous regrettons : elle est contraire au droit international et ne saurait engager la responsabilité des autorités françaises.

La France condamne la construction par la Russie du pont de Kertch qui contribue à priver l'Ukraine d'un plein accès et de l'utilisation de ses eaux territoriales internationalement reconnues.

Elle demeure fermement attachée au rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. La remise en cause par la force des frontières est contraire au droit international, y compris aux engagements souscrits par la Fédération de Russie. Elle constitue une menace directe pour la paix et la sécurité internationales et entraîne de graves répercussions sur l'ordre international. C'est la raison pour laquelle la communauté internationale, l'Union européenne et la France ne reconnaissent pas l'annexion de la Crimée par la Russie.

4 - Israël/Territoires palestiniens

Q - Comment réagissez-vous aux déclarations de la Maison Blanche selon lesquelles le Hamas

est responsable de la mort de dizaines de Palestiniens tués par l'armée israélienne hier ?

R - La France déplore le grand nombre de victimes civiles palestiniennes dans la répression par Israël des manifestations survenues à Gaza depuis le 30 mars.

Dès hier, les réactions des autorités françaises ont été sans aucune ambiguïté :

- le président de la République a exprimé sa condamnation des violences des forces armées israéliennes contre les manifestants et a appelé tous les responsables à la retenue et à la désescalade. Il a également insisté sur la nécessité que les manifestations des prochains jours demeurent pacifiques ;

- le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a appelé l'ensemble des acteurs à faire preuve de responsabilité afin de prévenir un nouvel embrasement. Il a rappelé le devoir de protection des civils, en particulier des mineurs, et le droit des Palestiniens à manifester pacifiquement. Rien ne peut justifier des tirs systématiques à balles réelles contre des manifestants pacifiques et désarmés.

La France continuera d'oeuvrer pour la solution des deux Etats, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en sécurité dans des frontières internationalement reconnues, avec Jérusalem comme capitale des deux Etats./.